

Le phénomène Syriza : La « radiographie » de son vote et évolution de ses positions - I -

lundi 4 juin 2012, par [MARIAS Foivos](#) (Date de rédaction antérieure : 1er juin 2012).

Cet étude est publiée en deux parties. Pour la seconde partie, voir (article 25418) : [Le phénomène Syriza : La « radiographie » de son vote et évolution de ses positions - II -](#)

Sommaire

- [1. Introduction et remarques](#)
 - [2. « Le phénomène SYRIZA \(...\) »](#)
 - [3. Pratiques et positions](#)
-

Présentation

Le présent article, intitulé « Le phénomène SYRIZA », concentre son attention à SYRIZA, à son score électoral, ses positions principales ainsi qu'aux évolutions de celles-ci. Ce choix a été effectué parce que le public français et européen semble très intéressé par SYRIZA. Un article ultérieur analysera la totalité des résultats des élections en Grèce.

L'article est assez long mais il détaille les aspects qui nous semblent intéressants autour du « phénomène SYRIZA ».

La première partie de l'article essaye de donner le cadre de l'article ainsi que d'expliquer brièvement les débats qui ont lieu en ce moment même en Grèce ou au niveau européen et mondial autour de la Grèce.

La deuxième partie procède à une analyse du vote de SYRIZA. Pour cela des données issues des enquêtes d'opinion après le vote du 6 Mai ont été utilisées ainsi qu'une analyse des résultats de SYRIZA par région-villebureau de vote est effectuée.

La troisième partie présente SYRIZA, ses positions, ses pratiques et les évolutions-droitisation de ses positions. Les trois parties peuvent aussi être lues indépendamment les unes par rapport aux autres.

Ce texte essaye d'expliquer avec calme, sincérité et la plus grande objectivité possible, ses évolutions au sein de la gauche de la gauche en Grèce et plus particulièrement au sein de SYRIZA. Loin des cris de catastrophisme de la part des médias européens et grecs [\[1\]](#), loin des cris de catastrophisme des partis politiques bourgeois grecs et européens face à la montée de SYRIZA, loin des cris de trahison contre SYRIZA lancés par un certain nombre des partis politiques grecs (notamment le KKE, PC grec) mais aussi loin des grandes cris de joie dithyrambiques en faveur de SYRIZA, cet article essaye de présenter la situation de SYRIZA ainsi que les évolutions de ses positions afin que le lecteur français puisse avoir une idée claire du « phénomène SYRIZA ». C'est-à-

dire nous essayons d'effectuer « *une analyse concrète d'une situation concrète* » [2].

L'avantage de cet article est que l'auteur connaît la situation politique et les cultures politiques aussi bien en Grèce et en France. Des sources écrites et audiovisuelles en grec, en français et en anglais pour justifier nos propos sont systématiquement cités.

1. Introduction et remarques préliminaires

Les deux remarques préliminaires suivantes nous permettront de cadrer un peu l'article ainsi que d'expliquer brièvement les débats qui ont lieu en ce moment même en Grèce ou au niveau européen et mondial autour de la Grèce.

1) Il est vrai que les résultats des élections du 6 mai dernier modifient dramatiquement le paysage politique en Grèce [3]. L'effondrement du bipartisme (PASOK-ND) et plus particulièrement celui du PASOK (PS grec) réjouit presque tout le monde au sein de la société grecque. En même temps la grande montée de la gauche (en Grèce depuis plusieurs années quand on parle de la gauche on n'inclut pas dedans le PASOK) exprimée prioritairement par SYRIZA réjouit les militants de la gauche. La somme des scores de SYRIZA, du KKE (PC grec) et d'ANTARSYA (coalition de l'extrême gauche) fait 26,4%. Le meilleur score électoral jamais enregistré par la gauche grecque était en 1958 25% par EDA (la gauche unie).

Si nous rajoutons au score de la gauche le score de Di.Mar (scission « droite » de SYRIZA) et celui des verts cela fait un total de 30% ! A l'antipode la montée de l'Aube Dorée (A.D.) pose beaucoup de questionnements.

Ces changements ont provoqué des réactions très différentes. D'une part, les médias grecs, qui ont toujours entretenus des relations étroites avec le bipartisme, crient à la catastrophe. Ce phénomène provoque des réactions similaires chez leurs confrères européens.

D'autre part, les ND-PASOK et toutes les « élites traditionnelles institutionnelles » crient également à la catastrophe à cause de ce résultat électoral. Selon les accusations de SYRIZA même la banque privée Eurobank participe au « chantage électoral » en menaçant les employés de la banque de perdre leur emploi s'ils votent SYRIZA, tout en les invitant à informer les déposants que leur argent sera en danger en cas de constitution d'un gouvernement de gauche [4].

SYRIZA est aussi critiqué, parfois même sévèrement, par le reste de la gauche (surtout par le KKE [5]), sous un autre angle bien évidemment. Le « cas de SYRIZA » provoque des discussions au sein de la gauche européenne et grecque. L'échange indirect entre Panos Garganas et Stathis Kouvelakis [6] est caractéristique.

Certes, SYRIZA subit des attaques terribles de la part d'une « alliance sacrée » constituée par les élites médiatiques, économiques et politiques grecques et européennes promémorandum. Mais ceci ne doit être utilisé comme une excuse afin d'empêcher d'effectuer une lecture critique, claire et calme du « phénomène SYRIZA » issu des urnes ainsi que des évolutions des positions de celui-ci.

Ceci est le but de cet article. Il essaye d'expliquer ce qui se passe réellement au sein de SYRIZA en se basant sur des sources écrites et audiovisuelles en grec, en français et en anglais. Notre analyse n'est pas de l'ordre du « ragot politique », nous tirons nos conclusions en se basant sur les positions exprimées par SYRIZA et ses cadres. Nous citons systématiquement nos sources pour justifier nos propos enfin que les lecteurs puissent vérifier par eux même l'exactitude de nos propos.

2) La situation au sein de la société grecque est vraiment critique. De ce point de vue la formulation, « de crise humanitaire », utilisée par Tsipras (leader de SYRIZA) à la lettre adressée aux instances européennes est pertinente [7].

Face à cette situation la société grecque mène un combat depuis plusieurs mois maintenant. Les détails de cette lutte sont plus ou moins bien connus des lecteurs français. Ces luttes font apparaître dans la scène politique et sociale deux sujets-questions-revendications majeurs :

a) il s'agit de la question de la dette. La population grecque crie haut et fort : « *cette dette ne nous appartient pas, nous ne la rembourserons pas* ». Ce qui pose directement la question de l'annulation de la dette ;

b) la question de l'U.E. et de la zone euro sont aussi sur la table. Cette question fait apparaître une grande contradiction sociale et politique au sein de la société grecque.

Au sein de la société grecque a toujours existé un courant d'euroscepticisme à gauche très important. Ceci est exprimé par le KKE et l'extrême gauche qui demande une sortie de la Grèce de l'U.E. et de la zone euro. Les arguments de cette position politique sont en partie analysés ici [8]. Ce courant eurosceptique a toujours dépassé les frontières de cette gauche mais il n'a jamais pu devenir majoritaire depuis le milieu des années 1990.

SYNASPISMOS la force principale de SYRIZA, comme aussi SYRIZA n'ont jamais caché qu'ils sont un courant philo-européen. Bien évidemment en critiquant l'U.E. avec une critique de gauche mais ils restent un courant pro-européen. Les députés de SYNASPISMOS ont même voté au parlement grec pour la ratification du traité de Maastricht. Ceci peut paraître à certains comme un détail aujourd'hui, puisque la composition interne de SYNASPISMOS s'est modifiée depuis les années 1990, mais nous pensons que cela a une importance pour la suite.

En même temps, aujourd'hui la société grecque est très critique vis-à-vis de l'U.E. vue sa participation très active à travers la Troïka à la destruction de la société grecque. Néanmoins, en même temps les Grecs se disent favorables à rester dans la zone euro.

Nous pensons que ceci s'explique d'une part parce que les Grecs ont payé cher le coût de l'entrée à la zone euro. Depuis le milieu des années 1980 la population grecque n'entend pas d'autres choses que des discours pour effectuer des sacrifices et se serrer la ceinture pour obtenir le rêve de la convergence européenne. D'autre part, les traumatismes de la guerre civile (1944-1949), des conditions sociales désastreuses après la guerre civile (1949-1964), des grandes vagues d'émigration des années 1950-1960, de la dictature militaire (1964-1973) etc. sont toujours fraîches. Face à ces traumatismes, l'évolution du pays depuis son intégration à l'U.E. est, pour le moins qu'on puisse en dire, spectaculaire. De plus, l'appartenance à la zone euro donne, au moins un sentiment, aux Grecs de stabilité financier et économique. Les grecs se disent prêts à rester dans la zone euro mais pas à n'importe quel prix [9] et cette tendance ne fait qu'augmenter.

La question de l'euro et de l'U.E. crée alors une réalité sociale et par conséquent une réalité politique assez compliquée. Face à cette situation dont les créanciers du pays, les médias et le bipartisme ND-PASOK sont parfaitement conscients, cette « alliance sacrée » fait pression sur la population grecque à travers ces deux questions. Ces sujets (sortie de l'euro ou pas, sortie de l'U.E. ou pas) sont souvent mis sur la table par les dirigeants européens, les médias et le bipartisme ND-PASOK pour effectuer un chantage terrible face à la population grecque afin pour qu'elle vote pour un des deux partis pro-mémorandum.

2. « Le phénomène SYRIZA » : « le nouveau PASOK ».

La « Radiographie » des résultats électoraux de SYRIZA

Le titre peut paraître un peu provocateur, surtout pour les lecteurs qui connaissent le paysage politique grec et la connotation très négative du PASOK dans la conscience des Grecs aujourd'hui, mais ceci nous est permis par une analyse des résultats obtenus par SYRIZA.

Nous parlons de « phénomène SYRIZA » parce qu'en réalité ce qui se passe au sein de SYRIZA dépasse largement les limites de cette coalition politique.

D'autre part, il faut savoir que le PASOK est un parti politique profondément enraciné au sein de la société grecque. D'un côté, le PASOK est synonyme d'espoir dans la conscience des Grecs, surtout grâce à cause du début de son histoire. En 1981 le PASOK incarnait le changement, le PASOK était synonyme de démocratisation de la vie sociale et politique, le PASOK et Andreas Papandreou ont procédé à des augmentations des salaires et des pensions des retraites, le PASOK a intégré dans son discours beaucoup des revendications de la gauche, le PASOK a toujours été l'espoir de victoire face à la droite. D'un autre côté, le PASOK est aussi synonyme de clientélisme et de scandales de corruption à tous les niveaux, le PASOK a contribué à l'intégration du mouvement ouvrier, le phénomène PASOK a contribué à la marginalisation de l'extrême gauche ainsi qu'à une grande diminution des effectifs de la gauche grecque, le PASOK « a offert le pays à la Troïka » etc. Autrement dit, le PASOK est un grand chapitre de l'histoire politique de ce pays.

2. 1. Composition sociale du « phénomène SYRIZA »

Le « phénomène SYRIZA » est le nouveau PASOK parce qu'il arrive à capter une grande partie de l'ancien électorat de PASOK et surtout le cœur de celui-ci.

Suite aux recherches effectuées après les élections du 6 Mai nous avons un « portrait » détaillé des 1.061.265 votants de SYRIZA (soit 16,78% des participants) selon différents critères. Ce « portrait » est présenté dans les tableaux suivants.

Répartition d'âge :

Tranche d'âge	18-24	24-34	35-44	45-54	55-64	65+
Selon VPRC [10]	13,2%	11,6%	18,9%	25,1%	19,6%	8,8%
Selon MRB [11]	17,5%	17,4%	17,8%	22,9%	16,6%	8,6%
Selon Public Issue [12]	20%	16%	20%	21%	19%	9%

Tableau 1 : Répartition par tranches d'âge des votants de SYRIZA selon les enquêtes d'opinions

Niveau d'étude :

Niveau d'étude (jusqu'à)	Primaire (Ecole élémentaire)	Secondaire (Collège-Lycée)	Supérieur-Universitaire (Université et plus)
Selon VPRC [13]	9,4%	17%	20,6%
Selon MRB [14]	10,6%	17,7%	19,2%
Selon Public Issue [15]	10%	18%	19%

Tableau 2 : Niveau d'études des votants de SYRIZA selon les enquêtes d'opinions

Zone d'habitation :

Zone d'habitation	Urbain	Semi-urbain	Rural
Selon VPRC [16]	18,1%	14,7%	14%
Selon Public Issue [17]	19%	12%	13%

Tableau 3 : Zone d'habitation des votants de SYRIZA selon les enquêtes d'opinions

« Type de population » :

Population	Actif	Non-actif	Chômeur
Selon VPRC [18]	20,6%	11,7%	21,6%

Tableau 4 : « Type de population » des votants de SYRIZA selon les enquêtes d'opinions

Genre :

Genre	Homme	Femme
Selon VPRC [19]	16,7%	16,9%
Selon Public Issue [20]	14%	20%

Tableau 5 : Genre des votants de SYRIZA selon les enquêtes d'opinions

Catégorie socioprofessionnelle :

Catégorie socioprofessionnelle	Selon VPRC [21]	Selon Public Issue [22]
Employeur-entrepreneur	10%	17% (Employeur-entrepreneur-Travailleur indépendant)
Travailleur indépendant (agriculteur, pêcheur, éleveur)	21,5%	
Travailleur indépendant (profession libérale)	17,8%	
Travailleur indépendant (artisan)	17,1%	
Fonctionnaire-Salarié du publique	27,1%	22%
Salarié du privé	19,7%	18%
Chômeur	21,9%	22%
Retraité	11,3%	12%
Femme au foyer	13,7%	16%
Etudiant	11,1%	20%

Tableau 6 : Catégorie socioprofessionnelle des votants de SYRIZA selon les enquêtes d'opinions

Les résultats présentés ci-dessus, malgré certaines disparités quantitatives, démontrent que le profil des votants de SYRIZA en 2012 est radicalement modifié par rapport à celui des votants de la « gauche radical traditionnelle » ou des votants de SYRIZA en 2009. Ce corps électoral correspond au corps électoral de PASOK et surtout à son cœur. Les scores très élevés chez les fonctionnaires-salariés du public, bastion traditionnel de PASOK, sont caractéristique de cette affirmation. De plus, le score extrêmement important de SYRIZA chez les agriculteurs est inédit.

Le corps électoral de SYRIZA correspond à un corps électoral qui « a l'avenir devant lui », c'est-à-dire qu'il s'agit du cœur de la population active ou potentiellement active, principalement installée en milieu urbain. Celui-ci est à l'antipode des PASOK-ND qui obtiennent leurs plus grands scores en milieu rural, chez les retraités et dans les catégories d'âge supérieurs à 55 ans [10,11 ,12].

2. 2. Analyse géographique-« de classe » du vote SYRIZA

(Les résultats électoraux par circonscription-région-ville etc. sont disponibles [23])

Avant de démarrer cette partie, rappelons le résultat [24] de l'élection du 6 Mai (Tableau 7).

Parti politique	Nombre des voix	%	Nombre des députés obtenus
N.D. [25]	1.192.051	18,85	108
SYRIZA	1.061.282	16,78	52
PA.SO.K.	833.527	13,18	41
G.I. [26]	670.957	10,61	33
KKE	536.072	8,48	26
A.D. [27]	441.018	6,97	21
Di.Mar. [28]	386.263	6,11	19

Tableau 7 : Résultat de l'élection du 6 mai.

Une analyse des résultats bureau de vote par bureau de vote-quartier par quartier est révélatrice du nouveau paysage politique en Grèce. Les grandes villes (les trois grandes circonscriptions d'Athènes, les deux du Pirée et les deux de Thessalonique soit 2.556.406 votants, soit 39,5% des votants totaux) ont majoritairement voté pour SYRIZA (le PASOK arrive seulement en cinquième position !)

Le tableau suivant (Tableau 8) présente le résultat dans ces sept grandes circonscriptions.

Parti politique	Nombre des voix	%	Position sur ces sept circonscriptions	Position au niveau national
SY.RIZ.A	500.273	19,57	1	2
N.D.	349.104	13,66	2	1
PA.SO.K.	233.200	9,12	5	3
G.I.	286.319	11,20	3	4
KKE	234.771	9,19	4	5
A.D.	194.605	7,61	6	6
Di.Mar.	160.723	6,28	7	7

Tableau 8 : Résultats de l'élection du 6 mai 2012 sur les sept grandes circonscriptions (les trois grandes circonscriptions d'Athènes, les deux du Pirée et les deux de Thessalonique)

Dans la plus grande circonscription d'Athènes (la 2^e ou B' circonscription d'Athènes avec 1.042.820 votants soit 16,1% des participants où la participation était de 73,42% soit 8% de plus que la moyenne nationale), ancien bastion électoral traditionnel de PASOK, les résultats sont encore plus accentués en faveur de SYRIZA. Le tableau suivant (Tableau 9) démontre cela.

Parti politique	Nombre des voix	%	Position sur cette circonscription	Position au niveau national
SY.RIZ.A	223.416	21,82	1	2
N.D.	126.967	12,40	2	1
PA.SO.K.	92.913	9,07	5	3
G.I.	112.691	11,00	3	4
KKE	98.725	9,64	4	5
A.D.	68.738	6,71	6	6
DI.MAR	67.629	6,60	7	7

Tableau 9 : Résultats de l'élection du 6 mai 2012 à la 2^e (B') circonscription d'Athènes

La 2^e circonscription d'Athènes présente des « caractéristiques de classe » très marquées, municipalité par municipalité. Ainsi, la composition sociale de ces quartiers est assez bien connue. Il est très important de noter que SYRIZA arrive en tête dans toutes les municipalités de cette circonscription ! Ceci est vrai dans les quartiers populaires (comme Aigaleo, Agioi Anargiroi-Kamatero, Galatsi, Ilion, Kalithea, Kaisariani, Haidari, Agia Varvara etc.), où SYRIZA arrive en tête avec un score double par rapport au deuxième parti.

Le plus souvent, le deuxième dans ces quartier est soit les G.I. soit le KKE et moins souvent la N.D. Dans les quartiers petits-bourgeois (Halandri, Amarousi, Agia Paraskevi, Holargos, Ilioupoli, Alimos etc.) SYRIZA arrive toujours en tête. SYRIZA arrive également en tête dans les quartiers petits-bourgeois et assez riches du sud de cette circonscription (comme Glifada, Palaio Faliro etc.). Seule exception à cette règle : les quartiers bourgeois très riches au nord d'Athènes (comme Thilothei, Psihiko, Kifisia et Ekali) et le quartier de l'armée, Papagos.

Dans les municipalités bourgeoises très riches au nord d'Athènes, SYRIZA arrive parfois en 4^e position (avec 4% à 10%), devancé par des formations néolibérales qui n'ont pas dépassé 3% au niveau national [29] !

Cette analyse se confirme aussi pour les deux circonscriptions du Pirée et à la première circonscription de Thessalonique. Seule la 2^e circonscription de Thessalonique a résisté à la « vague du phénomène SYRIZA » où il arrive « seulement » deuxième avec 29.728 voix, soit 14,42% (la N.D. arrive en tête avec 20%). En 2009 dans la même circonscription, SYRIZA a obtenu seulement 4,08% (soit 8.773 voix), la N.D. 37,62% (80.991 voix) et le PASOK était arrivé en tête avec 38,23% (soit 82.298) (la participation étant de 82,11% au lieu de 75,14% en mai 2012).

Au delà des trois grandes villes, où les scores de SYRIZA sont littéralement ravageurs, SYRIZA obtient des scores « moins bons » mais toujours très hauts ! Il arrive en tête (avec une différence moins importante par rapport au deuxième qu'à Athènes) dans sept régions où son score par le passé ne dépassait jamais les 5% (comme dans les régions de Xanthi, Kefalinia-Kefalonia, Kerkira-Corfou, Hania-Canée, Evoia-Eubée, Voitia, Ahaia) (SYRIZA arrivant en tête dans 13 régions au total).

Dans les autres régions, où il arrive souvent deuxième (12 régions) ou troisième (22 régions), SYRIZA effectuant toujours des très bons scores par rapport au passé. Dans seulement 9 régions, SYRIZA arrive quatrième mais il s'agit très souvent de régions conservatrices toujours marquées à droite. Ceci-dit, dans ces régions, la montée de SYRIZA reste toujours très importante.

De plus, même dans les régions où SYRIZA n'arrive pas en tête, il arrive souvent en tête dans « la plus grande ville de ces régions » [30]. Ainsi, dans les régions de province, les villages ont voté très différemment des villes. Le tableau suivant (Tableau 10) présente quelques exemples.

Région	Position et score de SYRIZA dans la région	Préfecture-ville principale de la région	Position et score de SYRIZA dans la ville
Lesbos	3 ; 14,69%	Mytilène-Mitilini	1 ; 17,88%
Magnisia	2 ; 18,00%	Vólos	1 ; 20,69%
Héraklion (Crète)	2 ; 15,90%	Héraklion	1 ; 19,21%
Ioanninon	2 ; 17,61%	Ioannina	1 ; 21,02%
Lasithiou (Crète)	3 ; 14,03%	Agios Nikolaos	1 ; 16,56%
Rethimnis (Crète)	2 ; 14,58%	Réthymnon	1 ; 17,77%
Artas	2 ; 21,67%	Arta	1 ; 26,38%

Tableau 10 : Résultats de SYRIZA à l'élection du 6 mai 2012 sur certaines régions et sur la préfecture de la région.

Il est crucial de noter (pour la symbolique et pour le contenu politique de cette remarque) que dans le fief électoral de la famille Papandreou et du PASOK dans la région d'Ahaia et surtout dans la ville de Patras, SYRIZA arrive en tête (!) avec de très bons scores !

De plus, dans l'île de Crète (composée de quatre régions avec 535.506 votants soit 5,4% des inscrits), le bastion électoral de PASOK le plus important en Grèce, SYRIZA arrive en tête sur une de quatre régions de l'île (région de Canée-Hania). Le PASOK arrive en tête dans les trois autres régions (Héraklion, Rethimnis et Lasithiou), mais avec un effondrement de ses scores. Comme le montre le tableau ci-dessus, SYRIZA arrive en tête dans les préfectures de ces régions (!) (villes qui votaient traditionnellement pour le PASOK, parfois même avec des scores allant de 50% à 70%). Dans son ensemble nous pouvons dire que, même dans l'île de Crète, SYRIZA est le véritable gagnant des urnes.

L'analyse du vote par bureau de vote confirme les résultats des instituts de sondage concernant le lieu d'habitation des votants de SYRIZA (Tableau 3).

Tous ces éléments présentés ci-dessus concernant le « phénomène SYRIZA » nous permet de dire que « socialement » il s'agit d'un « nouveau PASOK ». La question qui reste à être confirmée est la profondeur de ces mouvements au sein de la société grecque. A notre avis, il s'agit de tendances importantes et profondes qui se confirmeront et s'accroîtront dans les années à venir (lors d'un prochain article, nous justifierons cette position).

3. Pratiques et positions politiques de SYRIZA [31]

3. 1. Modifications-droitisation des positions de SYRIZA

Tsipras, le leader de SYRIZA, a demandé au peuple grec de voter pour SYRIZA afin qu'il puisse constituer « un gouvernement de gauche ». Les mesures principales du programme de SYRIZA étaient [32] :

- a) l'annulation du mémorandum, l'annulation des accords de prêt avec l'U.E., la BCE et le FMI et la suppression de toutes les mesures prises en application des mémorandums et des accords de prêt ;
- b) l'audit de la dette publique ;
- c) l'application d'un moratoire sur le remboursement de la dette publique ;
- d) l'annulation d'une grande partie de la dette publique ;
- e) la mise en place d'un bouclier social à travers des mesures sociales ;
- f) la nationalisation-socialisations des banques et le financement de la dette du pays directement au près de la B.C.E. ;
- g) la reconstruction-restructuration productive du pays à travers le retour au secteur public des points clé de l'économie comme l'électricité, les télécommunications, les transports, l'eau etc. ;
- h) la redistribution des richesses avec un nouveau système d'imposition plus juste ; et i) le refus des privatisations.

Après les élections du 6 mai et suite aux discussions pour la formation d'un éventuel gouvernement de gauche, SYRIZA et Tsipras ont été obligés de détailler leurs propositions. Regardons comment leurs positions autour des questions centrales ont évolué.

3. 1. a. Annulation du mémorandum, ou pas ? Peut-être annulation politique du mémorandum et non juridique ? Et finalement annulation... !

Durant toute la période avant les élections du 6 Mai SYRIZA avait une position très dure et stricte contre l'austérité, le mémorandum et ces mesures.

A la réunion officielle avec le président de la république lors du mandat exploratoire pour la formation d'un gouvernement, Tsipras a expliqué que son gouvernement ne fera aucune action unilatérale d'annulation du mémorandum et des accords de prêt [33]. Toute action serait entreprise suite à des négociations avec les partenaires européens. Cela est aussi la position exprimée par plusieurs cadres de SYRIZA et notamment par un haut cadre de SYRIZA et de SYNASPISMOS, M. Dragasakis [34]. Dragasakis est un ancien cadre de SYNASPISMOS, ancien secrétaire d'Etat chargé de l'économie et des finances au gouvernement universel [35] de M. Zolotas entre le 23 novembre 1989 et le 13 février 1990.

Aujourd'hui, il est député de SYRIZA et responsable de la commission de SYRIZA chargé des questions économiques. C'est d'ailleurs Dragasakis qui a présenté à la presse le programme économique réactualisé de SYRIZA [36]. Cette déclaration a été effectuée durant le mandat exploratoire de Tsipras quand SYRIZA essayait de constituer un gouvernement de gauche et qu'il n'était pas encore sûr que le pays se dirige vers une nouvelle élection. Une fois qu'il était sûr que SYRIZA ne pouvait former son gouvernement de gauche et qu'il était quasiment certain que de nouvelles élections allaient avoir lieu en juin, Dragasakis a déclaré le 19 mai que SYRIZA considérait toutes les possibilités, y compris celle d'une annulation unilatérale du mémorandum [37]. Quelques jours plus tard, le 24 mai, Dragasakis a expliqué que le mémorandum serait annulé politiquement mais pas forcément juridiquement [38]. Il pourrait y avoir annulation unilatérale des certaines mesures du

mémorandum (les mesures annulés seront celles qui concernent les questions d'emploi) mais d'autres paramètres seraient négociées et d'autres maintenues [39]. Il a aussi expliqué lors de la même interview que cela était la position exprimée par Tsipras lors de sa lettre aux dirigeants européens [40].

Certaines personnes expliqueront que la position de Dragasakis fait partie de la pluralité de SYRIZA, en opposant les déclarations de M. Lafazanis qui exprime l'aile gauche de SYNASPISMOS qui se positionne pour l'annulation du Mémorandum [41]. Mais en même temps, M. Papadimoulis ancien eurodéputé de SYRIZA et député réélu explique que Tsipras exprime la position officielle de SYRIZA, mais il rajoute également que les opinions de Dragasakis pèsent, puisqu'il est responsable de la commission économique [42]. La même position contre la mise en place des actions unilatérales a été aussi exprimé par M^{me} Dourou lors de la visite de la délégation de SYRIZA à Paris [43].

La confusion autour de cette question est aussi accentuée par la lettre envoyée par M. Tsipras aux dirigeants des institutions de l'U.E. [44] où il ne dit pas qu'il annulera le mémorandum. Concernant cette lettre il faut noter que : 1) Tsipras et SYRIZA n'avait aucune obligation d'envoyer cette lettre aux dirigeants européens ; 2) le ton de la lettre est très calme et pas du tout agressive. Ce ton est à l'antipode du débat mené avant les élections et prolongé en ce moment même en Grèce et dans les autres pays de l'U.E. A noter aussi les multiples attaques de la part des instances européennes et des dirigeants européens contre la Grèce et/ou SYRIZA ; 3) Cette lettre est révélatrice d'une droitisation lente mais régulière des positions de SYRIZA. En aucun cas dans cette lettre Tsipras ne dit qu'il annulera le mémorandum, ou une partie de la dette publique. Il se positionne plutôt pour une renégociation du mémorandum dans le cadre d'une grande renégociation au niveau européen des politiques d'austérité. La position de la « renégociation » est aussi exprimé par le PASOK et la N.D.

Finalement, avec le départ de la nouvelle campagne électorale lors de la conférence de presse de présentation du programme de SYRIZA réactualisé le 1^{er} juin, Tsipras a déclaré que « *le mémorandum, soit tu l'appliques soit tu l'annules* » et « *nous l'annulerons* » [45].

La question, en tout cas est maintenue : que fera SYRIZA en ce qui concerne le mémorandum ? Les déclarations sont souvent grandiloquentes, à l'image de l'interview de Tsipras au Guardian où il déclare qu'il s'agit d'une guerre entre le capitalisme et les peuples et qu'il déchirera le mémorandum [46], mais les détails sont importantes. Il s'agit de détails éminemment politiques et non techniques. Le diable se cache souvent dans les détails dans ce genre de situations.

3. 1. b. Et la dette ? Annulation, remboursement ou négociation ?

Concernant la question de la dette, SYRIZA et surtout SYNASPISMOS ont souvent modifié leurs positions. Au début de la crise, il n'y avait pas vraiment de position sur la question de la l'annulation de la dette. Ensuite, pour une période courte, ils ont failli adopter une position pour l'annulation de la dette odieuse. Finalement, la position adoptée est pour l'annulation d'une grande partie de la dette sans détailler comment définir cette grande partie de la dette. Cette position ambiguë est à notre avis cruciale et elle joue un rôle très important quant aux modifications de positions de SYRIZA.

Durant toute la période électorale avant le 6 mai SYRIZA mettait en avant la question de l'audit sur la dette et parfois il rappelait aussi la position sur l'annulation d'une grande partie de la dette.

La période après les élections du 6 mai est révélatrice des positions de SYRIZA sur la question. SYRIZA se prononce en priorité pour un moratoire sur la dette publique de 3 à 5 ans. En parallèle un audit de la dette sera organisé. Concernant la question de l'annulation de la dette, là encore aucune

action unilatérale n'est prévue par SYRIZA. Au contraire même, l'exemple avancé par SYRIZA est celui de l'Allemagne en 1953. SYRIZA pense que suite à une conférence internationale avec les créanciers, il y aura un accord entre le gouvernement grec et ses créanciers afin d'annuler une grande partie de la dette publique du pays et rembourser le reste avec une clause de croissance. C'est-à-dire, le pays remboursera sa dette seulement lorsqu'il traverse des phases de croissance. Cette proposition est d'ailleurs aussi soutenue par Giulio Tremonti, ancien ministre de l'économie et des finances du gouvernement Berlusconi [47].

Depuis la semaine dernière et la reprise de la période électorale en perspective du scrutin du 17 juin, les cadres de SYRIZA, Dragasakis comme aussi Lafazanis, quasiment unanimes, expliquent que la stratégie autour de la dette est la suivante : tout d'abord une négociation avec les créanciers pour obtenir un effacement de la plus grande partie de la dette (basé sur le modèle allemand), puis, si les négociations n'aboutissent pas, un moratoire avec remboursement de la dette une fois que le pays retrouverait de la croissance [48]. Cette stratégie a été confirmée par Tsipras lors de la présentation du programme réactualisé de SYRIZA [49].

Les déclarations des cadres de SYRIZA lors de la visite de la délégation de SYRIZA à Paris s'inscrivent dans ce cadre. Sofia Sakorafa a mis en avant la question de l'audit international de la dette, mais n'a jamais parlé d'une annulation totale ou partielle [50].

Ces deux évolutions (sur la question du mémorandum et de la dette) nous permettent de parler d'évolution des positions de SYRIZA, voire même d'une droitisation de SYRIZA.

Nous utilisons le terme de droitisation parce que nous pensons, comme nous avons expliqué au début de cet article, que la situation du pays exige l'annulation du mémorandum et des accords des prêts, ainsi que l'annulation unilatérale de la dette et surtout la population du pays partage ces deux positions politiques. Le SYRIZA par sa posture sur ces questions n'arrondit pas les angles il est clairement à notre avis en dessous de la hauteur politique de la conjoncture.

Notre déception sur la question est aussi accentuée par le positionnement d'une autre formation politique, celle des Grecs Indépendants (G.I.), formation anti-mémorandum souverainiste de droite, vis-à-vis de ces deux questions. Les G.I. se positionnent pour une annulation unilatérale des mémorandums et des accords de prêts ainsi que pour une annulation unilatérale de la dette odieuse (la dette odieuse selon eux dépasse 70% de la dette publique du pays) et à une grande restructuration du restant suite à des négociations avec les créanciers [51].

Il est, à notre avis, problématique de voir une formation de la droite avec des positions « plus à gauche » que SYRIZA sur ces deux questions. Les G.I., à notre avis, intègrent la question de l'annulation unilatérale de la dette parce qu'ils ont compris qu'il s'agit d'une revendication politiquement mature au sein de la société grecque.

3. 1. c. Et les banques ? les privatisations ? l'euro ? les relations avec l'U.E. ?

Tsipras, Dragasakis et Lafazanis expliquent [52] que les 50 milliards de la Troika concernant la recapitalisation des banques grecs sont nécessaires et seront acceptés. Ensuite, SYRIZA procéderait à la nationalisation-socialisation de banques grecques. Cette position figure toujours sur le programme réactualisé de SYRIZA tel que celui-ci a été présenté par Tsipras [53]. Pour appuyer sa position, Tsipras cite même l'exemple d'Obama aux Etats-Unis qui, selon lui, a nationalisé les banques, en rajoutant que SYRIZA est pour des procédures transparentes et pour le contrôle social des banques à travers éventuellement le parlement [54]. Mais, en aucun cas, Tsipras n'est favorable à un contrôle étatique sur la circulation d'argent [55].

Comme nous l'avons noté précédemment, tout cela se ferait avec l'argent de la Troika (!) prêté à l'Etat grec. Ceci revient en réalité à un achat des banques par l'Etat, c'est-à-dire une étatisation. Les actionnaires conserveront leurs actions mais ils deviendront actionnaires minoritaires et l'Etat grec sera l'actionnaire majoritaire. Grâce à cela, l'Etat grec pourra nommer la majorité des administrateurs aux C.A. des banques et ainsi les contrôler. Certes, il s'agit d'un progrès important par rapport au passé quand les banques grecques ont été recapitalisées par l'Etat mais les actionnaires ont conservé le contrôle des établissements. Néanmoins, en aucun cas il ne s'agit pas ni d'une nationalisation sans indemnisation ni d'une socialisation. La présentation de cette action par SYRIZA comme une nationalisation-socialisation est un simple fait d'annonce.

SYRIZA s'engage à ne pas effectuer aucune des 50 milliards de privatisation prévues par les mémorandums [56]. Concernant les entreprises qui ont été privatisées par le passé, comme la privatisation d'Olympic Airlines, Tsipras explique qu'il ne pourra rien faire puisque leur nationalisation nécessiterait beaucoup d'argent dont l'Etat ne dispose pas [57].

Visiblement, il n'est pas question d'une nationalisation de l'entreprise sans indemnisation alors qu'il s'agit d'une entreprise stratégique pour le développement du pays. Pourtant SYRIZA se prononce pour le retour au secteur public des points clé de l'économie [58] sans préciser la façon dont il procédera. Visiblement, suite à ces déclarations, on peut conclure que SYRIZA n'est pas favorable à des nationalisations-socialisations sans indemnisation des actionnaires. Cette affirmation est renforcée par la déclaration de Tsipras lors de la présentation du programme réactualisé de SYRIZA. Il a déclaré que « *il veut un retour, progressivement en fonction des capacités de l'économie, au contrôle du secteur public des entreprises qui ont été privatisées ou qui sont en train de l'être (comme la compagnie de télécommunication OTE, comme la compagnie d'électricité DEH, la compagnie des chemins de fer, la poste, la compagnie d'eau, les moyen des transports etc.)* » [59]. Nous pouvons donc déduire que, SYRIZA est pour des acquisitions de ces entreprises par l'Etat, c'est-à-dire des étatisations, quand l'état grec sera financièrement capable de le faire. Une fois de plus, il s'agit d'un fait d'annonce puisque, comme Tsipras l'admet lui-même, le retour au secteur public des compagnies clés pour le développement du pays s'effectuera « *progressivement en fonction des capacités de l'économie* » [60]. Mais les capacités actuelles de l'économie grecque et plus particulièrement de l'état grec sont bien connues. De plus, ces positions autour des entreprises clés de l'économie comme aussi la position sur les banques, dont nous avons analysé précédemment, montrent une drôle de conception, voire même une confusion complète, de la part de SYRIZA autour d'une part des notions de nationalisation, socialisation, étatisation et d'autre part sur les notions de propriété public et propriété d'Etat.

Concernant la question de l'euro et de l'U.E. Tsipras explique que SYRIZA est une formation pro-européenne et veut que la Grèce reste dans la zone euro [61]. SYRIZA n'est pas pour un retour à la drachme et Tsipras pense qu'il peut négocier avec la Troika et l'U.E., l'application de son programme. Tsipras se dit favorable à une aide européenne, permettant notamment de recapitaliser les banques à condition que cette aide n'étrangle pas la société grecque [62]. Il pense aussi que la seule façon de sortir de cette crise au niveau européen est un nouveau plan Marshall au niveau européen [63], destiné prioritairement aux pays du sud de l'U.E [64]. De plus, les propositions de SYRIZA sont présentées par Tsipras comme les solutions qui permettront à la zone euro d'être sauvée [65].

Selon Tsipras, les politiques néolibérales conduiront la zone euro et l'U.E. à un effondrement. Tsipras se présente alors comme un « sauveur » de l'U.E. et de l'euro La stratégie de Tsipras est une renégociation globale de la politique économique, financière et industrielle de l'U.E. dans une direction diamétralement opposée à celle qui a été appliquée jusqu'à présent [66].

Voir la suite (article 25418) : [Le phénomène Syriza : La « radiographie » de son vote et évolution de ses positions - II -](#)

Notes

[1] <http://www.parismatch.com/Actu-Match/Monde/Actu/Alexis-Tsipras-l-homme-qui-fait-peur-a-l-Europe-396807/>

[2] Lénine, « Le communisme », 12 juin 1920, Revue de l'Internationale communiste pour les pays de langue allemande, Œuvres - T. XXXI (avril - décembre 1920), <http://www.marxists.org/francais/lenin/works/1920/06/vil19200612.htm>

[3] L'article d'Eric Toussaint donne une première description des résultats, sur ESSF (article 25135), [Seismic election results in Greece and success of the radical left-wing coalition](#) : <http://www.europesolidaire.org/spip.php?article25135>

[4] <http://initiativegrecqueaparis.wordpress.com/2012/05/29/ingerence-sans-precedent-deurobank-dans-leprocessus-electoral-attaques-contre-syriza/>

[5] <http://www.mleray.info/article-grece-le-kke-repond-aux-propositions-de-syriza-gouvernement-d-e-gauche-104981587.html>

[6] Voir sur ESSF (article 25392), [Two points of view on the Greek Left, Syriza and the responsibilities of the European Left](#) : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article25392>].

[7] <http://www.particommuniste.be/index.php/international/185-lettre-du-president-tsipras-a-barr-oso>

[8] Voir aussi sur ESSF (article 25396), [La gauche grecque et la question de l'Union européenne. Sur la sortie de l'euro et le désengagement anticapitaliste de l'UE](#) : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article25396>

[9] <http://www.real.gr//Files/Articles/Document/150454.pdf>

[10] <http://www.avgi.gr/ArticleActionshow.action?articleID=688158> ; et http://www.avgi.gr/images/photoarchive/webimages/syriz_vprc.jpg

[11] <http://www.real.gr//Files/Articles/Document/146181.pdf>

[12] http://www.publicissue.gr/2011/koinwniko_profil-sunoxes/

[13] <http://www.avgi.gr/ArticleActionshow.action?articleID=688158> ; et http://www.avgi.gr/images/photoarchive/webimages/syriz_vprc.jpg

[14] <http://www.real.gr//Files/Articles/Document/146181.pdf>

[15] http://www.publicissue.gr/2011/koinwniko_profil-sunoxes/

[16] <http://www.avgi.gr/ArticleActionshow.action?articleID=688158> ; et http://www.avgi.gr/images/photoarchive/webimages/syriz_vprc.jpg

[17] http://www.publicissue.gr/2011/koinwniko_profil-sunoxes/

[18] <http://www.avgi.gr/ArticleActionshow.action?articleID=688158> ; et http://www.avgi.gr/images/photoarchive/webimages/syriz_vprc.jpg

[19] <http://www.avgi.gr/ArticleActionshow.action?articleID=688158> ; et http://www.avgi.gr/images/photoarchive/webimages/syriz_vprc.jpg

[20] http://www.publicissue.gr/2011/koinwniko_profil-sunoxes/

[21] <http://www.avgi.gr/ArticleActionshow.action?articleID=688158> ; et http://www.avgi.gr/images/photoarchive/webimages/syriz_vprc.jpg

[22] http://www.publicissue.gr/2011/koinwniko_profil-sunoxes/

[23] Résultats officiel issus du site du ministère de l'intérieur grec : <http://eklogesprev.singularlogic.eu/v2012a/public/index.html#<cls>:<main>,<params>:{ }> ; <http://ekloges.ypes.gr/> ; <http://www.ypes.gr/el/>

[24] A noter que l'abstention était particulièrement élevée (34,9%). De plus le pourcentage des partis qui n'obtiennent pas le seuil de 3% au niveau national afin d'accéder au parlement était de 18,9% (!). Il s'agit d'un résultat record. Le Tableau 7 présente seulement les résultats des partis qui ont dépassé ce seuil. Un article ultérieur analysera la totalité des résultats des élections en Grèce et présentera des détails supplémentaires sur les partis qui n'ont pas accédé au parlement.

[25] Nouvelle Démocratie, la droite.

[26] G.I. Grecs Indépendants, parti que l'on peut qualifier comme une formation de droite souverainiste antimémorandum. Nous en parlerons par la suite.

[27] D.A. Chrisi Aygi, l'Aube Dorée, formation de l'extrême droite néonazie.

[28] Di.Mar la Gauche Démocratique, scission « droitère » de SYRIZA. Nous en parlerons par la suite.

[29] Le seuil de 3% au niveau national est fixé afin qu'une formation puisse accéder au parlement.

[30] « La plus grande ville de ces régions » correspond à ce qui est appelé en Grèce « capitale de la région », en France ces villes correspondent aux préfectures. Ces villes concentrent la majorité parfois même la totalité de la vie économique et politique des ces régions.

[31] Les positions politiques de SYRIZA et son fonctionnement sont mal connus voire même très peu connus à l'étranger (Europe, France etc.). Cette partie de l'article essaye de présenter, avec la plus grande objectivité possible, les positions de SYRIZA tout en procédant à une analyse critique de celles-ci.

[32] http://www.syriza.gr/index.php?option=com_k2&view=item&layout=item&id=1853&Itemid=170

[33] PV de l'audience officiel avec le président de la république, page 6, <http://www.real.gr/Files/Articles/Document/146409.pdf>

[34] <http://www.tovima.gr/afieromata/elections2012/article/?aid=457442>

[35] gouvernement avec la participation de tous les partis politiques parlementaires de l'époque, c'est-à-dire le PASOK, la N.D. et le SYNASPISMOS unifié, c'est-à-dire le KKE et le SYNASPISMOS.

[36] <http://www.syn.gr/gr/keimeno.php?id=27222>

[37] <http://www.newsbomb.gr/ekloges-2012/syriza/story/135793/g-dragasakis-den-apokleietai-mo-nomeriskataggelia-toy-mnimoniy>

[38] <http://www.tovima.gr/politics/article/?aid=459211> et http://www.enikos.gr/ekloges-2012/46891,Anadiplwsh_apo_ton_SYRIZA;.html

[39] <http://www.skai.gr/news/politics/article/203862/suriza-pagoma-olon-ton-metron-tou-mnimoni-ou-poudimiourgoun-ufesi/>

[40] <http://www.particommuniste.be/index.php/international/185-lettre-du-president-tsipras-a-bar-roso>

[41] http://www.iskra.gr/index.php?option=com_content&view=article&id=7873%3Alafazanis-vi-mafm&catid=81%3Akivernisi&Itemid=198#.T7bIzX5jtqI.facebook

[42] http://www.syriza.gr/index.php?option=com_k2&view=item&id=1969:%CE%B1%CF%80%CE%BF%CF%83%CE%AC%CF%83%CE%BC%CE%B1%CF%84%CE%B1%CF%83%CF%85%CE%BD%CE%AD%CE%BD%CF%84%CE%B5%CF%85%CE%BE%CE%B7%CF%82-%CE%B4-%CF%80%CE%B1%CF%80%CE%B1%CE%B4%CE%B7%CE%BC%CE%BF%CF%8D%CE%BB%CE%B7-%CE%B2%CE%BF%CF%85%CE%BB%CE%B5%CF%85%CF%84%CE%AE-%CE%B2%CE%84-%CE%B1%CE%B8%CE%AE%CE%BD%CE%B1%CF%82-%CF%84%CE%BF%CF%85-%CF%83%CF%85%CF%81%CE%B9%CE%B6%CE%B1-%CF%83%CF%84%CE%BF%CE%BD-%CF%81/%CF%83-%CF%83%CE%BA%CE%B1%CE%B9-1003-%CE%B1%CF%80%CF%81%CF%89%CF%84%CE%BF%CF%83%CE%AC%CE%BB%CF%84%CE%B5&Itemid=154

[43] <http://initiativegrecqueaparis.wordpress.com/2012/05/28/la-rigueur-nest-pas-la-condition-sine-qua-non-delappartenance-a-leuro-entretien-avec-rena-dourou-par-claire-gatinois/> ; voir aussi sur ESSF (article 25333), « [La rigueur n'est pas la condition sine qua non de l'appartenance à l'euro](#) » - Interview d'une députée

[de Syriza :http://www.europesolidaire.org/spip.php?article25333](http://www.europesolidaire.org/spip.php?article25333)

[44] <http://www.particommuniste.be/index.php/international/185-lettre-du-president-tsipras-a-barroso>

[45] <http://www.real.gr/Files/Articles/Document/150560.pdf> ;
<http://www.syn.gr/gr/keimeno.php?id=27218>

[46] <http://www.guardian.co.uk/world/2012/may/18/greek-leftist-leader-alexis-tsipras>

[47] <http://www.tovima.gr/finance/article/?aid=458371> et
<http://europegrece.wordpress.com/2012/05/20/effacerlardoise-grecque-etou-sortir-lallemagne-de-leuro/>

[48] <http://www.skai.gr/player/TV/?MMID=228580>,
http://www.iskra.gr/index.php?option=com_content&view=article&id=7873%3Alafazanis-vimafm&catid=81%3Akivernisi&Itemid=198#.T7bIzX5jtqI.facebook

[49] <http://www.real.gr/Files/Articles/Document/150560.pdf> ;
<http://www.syn.gr/gr/keimeno.php?id=27218>

[50] <http://blogs.mediapart.fr/blog/jean-pierre-anselme/180512/grece-nous-demandons-un-audit-internationalde-la-dette>

[51] <http://www.scribd.com/doc/89947041/%CE%95%CE%98%CE%9D%CE%99%CE%9A%CE%97-%CE%91%CE%9D%CE%A4%CE%99%CE%A0%CE%A1%CE%9F%CE%A4%CE%91%CE%A3%CE%97>

[52] <http://www.youtube.com/watch?v=o4Z-8sqqZR4&feature=related>,
<http://www.tovima.gr/afieromata/elections2012/article/?aid=457442>,
http://www.iskra.gr/index.php?option=com_content&view=article&id=7873%3Alafazanis-vimafm&catid=81%3Akivernisi&Itemid=198#.T7bIzX5jtqI.facebook

[53] <http://www.real.gr/Files/Articles/Document/150560.pdf> ;
<http://www.syn.gr/gr/keimeno.php?id=27218>

[54] <http://www.youtube.com/watch?v=o4Z-8sqqZR4&feature=related>

[55] <http://www.youtube.com/watch?v=o4Z-8sqqZR4&feature=related>

[56] <http://www.youtube.com/watch?v=o4Z-8sqqZR4&feature=related>,
http://www.syriza.gr/index.php?option=com_k2&view=item&layout=item&id=1853&Itemid=170

[57] <http://www.youtube.com/watch?v=o4Z-8sqqZR4&feature=related>

[58] http://www.syriza.gr/index.php?option=com_k2&view=item&layout=item&id=1853&Itemid=170

- [59] <http://www.real.gr//Files/Articles/Document/150560.pdf> ;
<http://www.syn.gr/gr/keimeno.php?id=27218>
- [60] <http://www.real.gr//Files/Articles/Document/150560.pdf> ;
<http://www.syn.gr/gr/keimeno.php?id=27218>
- [61] http://www.la-bas.org/article.php3?id_article=2468,
<http://www.europe1.fr/MediaCenter/Emissions/L-interview-d-Europe-1-Soir/Videos/Tsipras-Hollande-peutdevenir-Hollandreou-1093959/> ;
http://www.dailymotion.com/video/xqzrae_alexis-tsipras-invite-sur-europe-1_news
- [62] <http://www.youtube.com/watch?v=o4Z-8sqqZR4&feature=related>
- [63] http://www.epikaira.gr/epikairo.php?id=43506&category_id=88
- [64] <http://www.channel4.com/news/tsipras-on-euro-crisis-both-sides-have-nuclear-option>
- [65] <http://www.guardian.co.uk/world/2012/may/17/austerity-will-send-greece-to-hell-alexis-tsipras>,
<http://www.europe1.fr/MediaCenter/Emissions/L-interview-d-Europe-1-Soir/Videos/Tsipras-Hollande-peutdevenir-Hollandreou-1093959/> ;
http://www.dailymotion.com/video/xqzrae_alexis-tsipras-invite-sur-europe-1_news
- [66] <http://www.particommuniste.be/index.php/international/185-lettre-du-president-tsipras-a-barroso>